



Violences faites aux femmes : Le gouvernement doit s'engager plus !

L'implication sans relâche des organisations féministes et de NousToutes, comme l'engagement des organisations syndicales, ont permis une mobilisation historique ce samedi 23 novembre contre les féminicides et les violences faites aux femmes. La FSU salue la détermination des organisations et la réussite de cette manifestation, où 150 000 femmes et hommes sur l'ensemble du territoire ont dénoncé ce fléau et exigé du gouvernement des mesures fortes et immédiates.

L'observatoire national des violences faites aux femmes révèle que chaque année, 220 000 femmes majeures sont victimes de violences conjugales. À cette date emblématique du 25 novembre 2019, ce sont 138 féminicides qui ont été commis depuis le début de l'année.

Si les mobilisations ont obligé le gouvernement à s'exprimer et à mettre en place un Grenelle, force est de constater que ce dernier ne prend toujours pas la mesure de l'urgence et de la gravité de la situation.

Pour la FSU, les propositions de clôture du Grenelle annoncées par le premier Ministre sont très insuffisantes. Certaines d'entre elles sont présentées comme nouvelles alors qu'elles relèvent d'obligations législatives déjà existantes, mais ne sont pas appliquées faute de moyens et de volonté politique - comme celle, par exemple, concernant la formation des enseignant-es aux violences sexistes prévues depuis 2010. D'autres sont présentées comme ambitieuses, comme la création de 1000 places d'hébergements pour les femmes victimes de violences ou celle concernant la création de 80 postes d'assistant-es sociaux dans les commissariats, mais rien n'est envisagé pour les financer.

Pour la FSU, les violences doivent être regardées et évaluées dans leur continuum et leur globalité. En ce sens, la Fonction publique doit être un acteur incontournable des actions de prévention et d'accompagnement des victimes. Le gouvernement doit débloquer des moyens et développer des politiques publiques ambitieuses pour véritablement éradiquer les violences dans toutes les sphères de la société, à l'école, au travail, dans l'espace public.... La FSU exige de véritables plans d'action dans la Fonction publique où le principe de tolérance zéro doit s'appliquer sur le sujet des violences sexistes et sexuelles. L'État et l'ensemble des employeurs publics ont un devoir d'exemplarité en la matière et doivent se doter de moyens ambitieux pour y parvenir.

Les Lilas, 26 novembre 2019

